

14

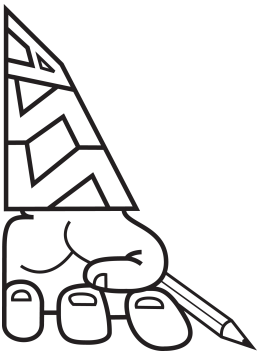
# Questions & Réponses

---

sur la grève  
générale illimitée

Document écrit par Martin Robert pour le compte de la Concordia Students Union.

Traduit et mis en page pour le compte de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSSE) en collaboration avec la Société Générale des Étudiantes Étudiants du Collège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM).



Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
2065 rue Parthenais, local #383  
H2K 3T1 / Montréal (Qc)  
(514) 390-0110  
<http://www.asse-solidarite.qc.ca>  
[executif@asse-solidarite.qc.ca](mailto:executif@asse-solidarite.qc.ca)

**SOGÉÉCOM**

Société Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège de Maisonneuve  
3800 rue Sherbrooke est, local D-2617  
Montréal (Qc) / H1X 2A2  
(514) 253-9898  
<http://www.sogecom.org>  
[sogecom@sogecom.org](mailto:sogecom@sogecom.org)

**Rédaction :**  
Martin Robert

**Traduction :**  
Hugo Bonin

**Révision :**  
Gabrielle Bellemare, Herman Goulet-Ouellet, Marianne Chauveau et Hugo Séguin-Bourgeois

## Table des matières

1. Que faire face à la révolution de Jean Charest? . . . . .	4
2. Une grève générale illimitée? Qu'est-ce que c'est? . . . . .	4
3. Pourquoi déclencher une grève générale illimitée pour arrêter la hausse des frais? . . . . .	5
4. Si on fait la grève, est-ce que je vais perdre ma session? . . . . .	6
5. La grève générale illimitée n'est-elle pas un moyen d'action disproportionné? . . . . .	6
6. Ne pourrait-on pas utiliser d'autres moyens de pression, comme des pétitions, des actions symboliques, des journées de réflexion ou un boycott des frais de scolarité? . . . . .	7
7. Est-ce que la grève générale illimitée a déjà prouvé son efficacité? . . . . .	7
8. Est-ce qu'une grève générale illimitée a une chance de réussir l'année prochaine? . . . . .	9
9. Si nous allons en grève générale, les étudiant-e-s auront l'air égoïste et gâté. . . . .	10
10. Ceux et celles qui veulent faire la grève sont seulement une minorité de paresseux et paresseuses qui nuisent à ceux et celles qui veulent vraiment étudier. . . . .	11
11. Comment en arrive-t-on à une grève générale illimitée? . . . . .	11
12. Que font les étudiants et étudiantes durant une grève générale? . . . . .	12
13. Si mon association étudiante est en grève, je vais probablement avoir moins de temps pour travailler durant l'été, ce qui veut dire moins d'argent pour moi. . . . .	13
14. Que se passera-t-il si je suis en stage durant une grève? . . . . .	13

## « Que faire face à la révolution de Jean Charest ? »

DÉCIDER collectivement de s'opposer à la hausse des frais de scolarité n'est que le premier pas. Mais pour concrétiser cette décision, il faut se battre, et la lutte ne sera pas facile. En effet, la hausse à laquelle nous faisons face aujourd'hui est sans précédent : non seulement cette hausse est-elle la plus élevée de l'histoire du Québec, mais elle s'inscrit aussi dans un tsunami mondial de mesures d'austérité radicales.

Pour n'en nommer que quelques-unes, rappelons-nous de la réforme des retraites françaises en octobre 2010 et de l'augmentation massive des frais de scolarité au Royaume-Uni en décembre de la même année. Dans les deux cas, la population a réagi à ces mesures de manière très combative en prenant massivement la rue. En France, le pays entier a entrepris une grève générale de plusieurs semaines, accompagnée de manifestations populaires et de blocages économiques stratégiques —

notamment au niveau des raffineries de pétrole, ce qui a privé le pays de carburant durant plusieurs jours.

Or, malgré l'ampleur de la mobilisation populaire, les mesures contestées ont été adoptées par les gouvernements en place, tant au Royaume-Uni qu'en France. Ces exemples — avec ceux de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal — nous démontrent que les gouvernements occidentaux sont déterminés à appliquer leurs programmes de privatisation et d'augmentation des tarifs.

Le gouvernement de Jean Charest a démontré à maintes reprises qu'il est tout aussi déterminé à défendre envers et contre tous sa dernière hausse des frais de scolarité. Dans ce contexte, les étudiant-e-s du Québec doivent adopter la stratégie adéquate pour stopper cette hausse. Et, au point où nous en sommes, la seule stratégie réaliste pour faire reculer le gouvernement est une grève générale illimitée.

## « Une grève générale illimitée ? Qu'est-ce que c'est ? »

UNE grève étudiante est un arrêt volontaire et collectif des activités normales d'apprentissage.

Celle-ci est décidée par et pour les étudiant-e-s afin de faire entendre des revendications qui seraient au-

## « Si mon association étudiante est en grève, je vais probablement avoir moins de temps pour travailler durant l'été, ce qui veut dire moins d'argent pour moi. »

EXCELLENT argument. Et malheureusement, la majorité des gens concernés par cet argument sont ceux qui souffriront le plus de la hausse des frais de scolarité. Une grève est précisément menée afin de lutter pour ceux et celles qui doivent travailler durant leur temps libre pour payer leurs frais de scolarité. La hausse qui nous attend en 2012

(1625\$ de plus par année) représente approximativement 168 heures de travail de plus au salaire minimum courant (9,65\$ par heure), chaque année. Quand on prend en compte le fait que la session est généralement prolongée d'une ou deux semaines pour compenser les jours de grève, il y a de bonnes chances que le jeu en vaille la chandelle.

## « Que se passera-t-il si je suis en stage durant une grève ? »

LES stages ne sont pas affectés par une grève lorsqu'ils ont lieu en dehors des murs de l'école, ce qui est généralement le cas. En effet, en temps de grève, les cours qui sont annulés sont ceux qui ont

lieu à l'intérieur des institutions en grève. Mais évidemment, durant une grève, chaque étudiant-e est invité-e à joindre sa voix à celles de ses collègues de classe afin de démontrer sa solidarité.

Deuxièmement, il faut qu'il y ait une mobilisation continue et une éducation populaire sur les campus locaux afin que les étudiant-e-s soient constamment informé-e-s de ce qu'il se passe dans leurs écoles et à travers le Québec.

Troisièmement, la grève doit être le terme d'une escalade de moyens de pression plus large; en d'autres mots, la grève générale doit être déclenchée en dernier recours, quand tous les autres moyens ont échoué.

Voilà pour les généralités. Au niveau plus technique, les assemblées générales fonctionnent sur la base d'un quorum. Le quorum définit le seuil de participation minimale à ces

instances, à partir duquel les décisions prises sont légitimes. Cela signifie que lorsque le quorum est atteint, l'assemblée générale a le pouvoir de décider de faire entrer ses membres en grève.

Le quorum assure donc un minimum de légitimité aux assemblées générales, mais signifie aussi qu'une grève peut être votée pour l'ensemble des membres sans que chaque opinion ne soit recueillie individuellement — ce qui serait beaucoup trop fastidieux. D'où l'importance d'avoir une approche inclusive lors de la mobilisation en vue d'une grève générale illimitée, afin d'avoir le maximum de légitimité.

## « Que font les étudiants et étudiantes durant une grève générale ? »

EN gros, tout ce qu'ils et elles croient nécessaire pour empêcher la hausse des frais de scolarité, dans les limites des mandats votés lors des assemblées générales locales. Ceci est important : pendant une grève, les étudiant-e-s membres d'associations étudiantes se réunissent souvent en assemblée générale afin de déterminer si oui ou non la grève doit continuer, et quelle direction elle doit prendre. Ainsi, tout au long du processus, les associations locales conservent leur autonomie quant à savoir ce qu'elles veulent faire.

12.

tremment ignorées par les décideurs politiques. Le terme « illimitée » définit le niveau de confrontation avec le gouvernement : cela ne signifie pas que la grève est sans limite, mais bien que sa durée n'est pas décidée d'avance. Cela veut dire que la grève continue jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites

ou que les étudiant-e-s décident de l'arrêter. Quant au terme « générale », il signifie que la grève fait partie d'un mouvement large qui inclut un nombre élevé d'associations étudiantes à travers le Québec, ce qui donne au mouvement à la fois sa force et sa crédibilité.

## « Pourquoi déclencher une grève générale illimitée pour arrêter la hausse des frais ? »

LA grève permet aux étudiant-e-s de faire pression sur le gouvernement afin que leurs revendications soient entendues. C'est un moyen de contraindre le gouvernement à écouter les étudiant-e-s et à négocier. Elle permet d'obtenir de la visibilité, tant au niveau médiatique qu'au sein de la population étudiante. De plus, elle encourage les débats et les prises de position, tout en permettant aux revendications d'être mieux diffusées. Les étudiant-e-s s'opposant à la hausse des frais ont peut-être de bons arguments, mais ceux-ci ne seront pas propagés de manière significative à moins qu'un mouvement d'envergure capte l'attention publique. De plus, le fait qu'une grève soit une décision collective permet aux individus souhaitant participer aux diverses actions de protestation de le

faire sans être pénalisé-e-s dans leur cheminement académique. Mais surtout, une grève générale illimitée fait pression sur le gouvernement, qui se doit de résoudre le plus rapidement le conflit, puisque l'annulation d'une session serait catastrophique en termes économiques et logistiques, particulièrement à cause des coûts supplémentaires associés aux salaires des employé-e-s. En effet, le système d'éducation est un rouage essentiel de l'économie : il produit des « ressources humaines » qui sont indispensables au marché du travail. Aussi, il serait impossible de gérer le chaos institutionnel causé par une cohorte entière d'étudiant-e-s qui ne gradueraient pas. C'est pour ces raisons que la grève générale illimitée est une arme si puissante.

5.

## « Si on fait la grève, est-ce que je vais perdre ma session ? »

THÉORIQUEMENT, ce n'est pas impossible, mais cela n'a jamais eu lieu au cours des huit grèves générales étudiantes au Québec (celles de 2005, 1996, 1998, 1990, 1986, 1978, 1974 et 1968). Cependant, à chaque nouvelle grève, le gouvernement menace d'annuler la session pour pousser les étudiant-e-s à retourner en classe et minimiser les effets de la grève. En fait, cette menace est la plus grande force d'un mouvement de grève générale. Pour une fois, les étudiant-e-s ont l'avant-

tage et le gouvernement est forcé de réagir rapidement et de revenir sur ses décisions. De plus, les syndicats d'enseignant-e-s ne peuvent accepter un prolongement trop important de la session à cause des conventions collectives qui règlent leurs conditions de travail. Plus vraisemblablement, la session sera prolongée ou certaines évaluations seront repoussées, de manière différente selon chaque cégep ou université; une annulation de la session reste très improbable.

## « La grève générale illimitée n'est-elle pas un moyen d'action disproportionné ? »

C'EST un moyen que nous devons utiliser en dernier recours, lorsque nous serons sûr-e-s que le gouvernement n'a aucune volonté de négocier sur sa proposition et lorsque tous les autres moyens d'action ont échoué. C'est justement la situation à laquelle les étudiant-e-s font face avec la hausse annoncée pour 2012.

Au cours de l'année passée, les étudiants et les étudiantes ont mis

en œuvre de nombreux moyens pour lutter contre la hausse des frais. Leur nombre et leur intensité ne fera qu'augmenter. Après tout cela, le gouvernement de Jean Charest est très bien au fait des revendications étudiantes, mais continue d'aller de l'avant. Dans ce contexte, notre arme la plus efficace — et notre seule chance de faire valoir notre point — est maintenant de considérer l'option d'une grève générale illimitée.

## « Ceux et celles qui veulent faire la grève sont seulement une minorité de paresseux et paresseuses qui nuisent à ceux et celles qui veulent vraiment étudier. »

LES étudiants et les étudiantes n'ont pas choisi la hausse de 2012, c'est le gouvernement qui a décidé de leur imposer. La plupart des étudiant-e-s préféreraient évidemment pouvoir aller en cours normalement et finir leur session à temps, plutôt que de dépenser beaucoup d'énergie dans un mouvement de grève.

Cependant, quand les enjeux sont aussi importants, nous devons accepter de mettre nos études entre parenthèses pour participer à l'élaboration d'une société plus juste. La lutte pour une éducation accessible est tout sauf une lutte futile; c'est une lutte qui aura sans doute des

répercussions sur plusieurs générations à venir.

De plus, la grève est loin d'être synonyme de vacances, quoi qu'en disent les stéréotypes. Faire la grève exige des étudiant-e-s qu'ils et elles aient le temps et l'énergie afin de s'unir pour défendre un but commun, ce qui implique la participation de milliers d'étudiant-e-s aux parcours divers. Une minorité d'étudiant-e-s ne constitueront jamais un mouvement général : seul une majorité le peut. C'est pourquoi — même s'il peut toujours y avoir des gens mal intentionnés — une grève ne peut jamais être déclenchée sur l'envie de manquer quelques cours.

## « Comment en arrive-t-on à une grève générale illimitée ? »

PREMIÈREMENT, il est important de comprendre que ce genre de grève n'arrive pas du jour au lendemain. Une grève générale illimitée nécessite une bonne préparation et les étudiant-e-s doivent être impliqué-e-s tout au long du proces-

sus. C'est pourquoi n'importe quelle grève commence dans les assemblées générales, qui décident si oui ou non et à quelles conditions leur association étudiante locale est prête à se joindre au mouvement de grève.

## « Si nous allons en grève générale, les étudiant-e-s auront l'air égoïste et gâté. »

SI une grève générale est déclenchée, ce ne sera pas parce que les étudiant-e-s aiment chanter des slogans, mais bien parce que cela aura été nécessaire. La situation de l'étudiant-e moyen-ne n'a rien d'enviable, et la hausse de 2012 ne fera qu'empirer la situation. En 2007, 64,1% des étudiant-e-s postsecondaires québécois-e-s travaillaient à temps partiel durant leurs études<sup>1</sup>. Ceux-ci et celles-ci travaillaient en moyenne 17,6 heures par semaine, alors que le gouvernement considère que plus de 15 heures de travail par semaine peut avoir un effet négatif sur les résultats académiques<sup>2</sup>.

Alors que Charest veut augmenter les frais de scolarité jusqu'à rejoindre la moyenne canadienne, « la Canadian Federation of Students af-

irme que la dette moyenne pour un étudiant finissant l'université est de près de 27 000\$ »<sup>3</sup>. Refuser de s'endetter sans cesse davantage, de tolérer l'intolérable, n'est donc pas un caprice pour les étudiant-e-s.

Évidemment, comme toujours, les médias et les politicien-ne-s essayeront de discréditer le mouvement de grève en martelant que ce mouvement n'est mené que par quelques étudiant-e-s puéril-e-s. Mais l'histoire nous démontre que lorsqu'un mouvement étudiant répond avec détermination et solidarité, la population et les politicien-ne-s doivent éventuellement reconnaître la crédibilité des demandes et n'a plus d'autre choix que de l'écouter sérieusement.

1. AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES. *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle, du collégial et de l'université*, 2007. 2009, Québec, p.35.

2. *Ibid.*, p.38

3. Gary MASON, « The crushing weight of student debt » dans le *Globe and Mail*. 7 juillet 2011, article consulté en ligne. [La citation est traduite en français pour les besoins du document]

## « Ne pourrait-on pas utiliser d'autres moyens de pression, comme des pétitions, des actions symboliques, des journées de réflexion ou un boycott des frais de scolarité ? »

IL s'agit là d'idées valables, mais elles n'auront qu'un impact limité dans le contexte actuel si elles sont seulement utilisées sur une base ponctuelle. Toutefois, ces idées pourraient se concrétiser plus facilement, plus efficacement et de manière plus large dans le contexte d'une grève générale illimitée, car la grève libère les étudiant-e-s de leurs tâches académiques, ce qui leur donne le temps et l'espace pour

se concentrer sur les actions politiques.

Ainsi, dans un contexte où notre gouvernement a clairement démontré son manque d'ouverture, il devient clair que seule une grève générale pourrait le faire changer d'idée. De plus, il s'agit, historiquement, du seul moyen de pression qui ait permis aux étudiant-e-s du Québec de faire des gains significatifs.

## « Est-ce que la grève générale illimitée a déjà prouvé son efficacité ? »

OUI, à plusieurs occasions. Mettons toutes les chances de notre côté en s'inspirant de l'histoire :

**Octobre 1968** : À cette époque, les Cégeps venaient d'être créés et les mouvements sociaux étaient forts, tant au Québec qu'ailleurs. La grève fut très large et dura environ un mois. Les demandes étaient alors assez radicales et revendiquaient l'autogestion des institutions scolaires, la gratuité scolaire et l'accès à une éducation postsecond-

naire pour les enfants des classes défavorisées et francophones. En comparaison avec la radicalité et l'ampleur des demandes, la grève fut malheureusement perçue comme un échec. Toutefois, au niveau historique, elle est responsable du gel des frais de scolarité qui dura jusqu'en 1990. Elle a permis la consolidation du mouvement étudiant et a accéléré l'agrandissement du réseau de l'Université du Québec.

**Automne 1974** : Deux grèves eurent lieu durant le même tri-

ministre concernant deux enjeux différents. La première s'opposa aux nouveaux tests d'aptitudes pour les études universitaires (TAEU), tandis que la seconde réclamait une amélioration du système de prêts et bourses. Les deux grèves furent brèves et se conclurent par l'obtention des gains souhaités par les étudiant-e-s. C'est aussi suite à cette grève que fut créée l'ANEQ (Association nationale des étudiants du Québec), association nationale combattive dont l'ASSÉ se réclame.

**Novembre 1978** : Une nouvelle grève offensive a lieu, apportant encore une fois les gains souhaités. Les étudiant-e-s réclamaient la gratuité scolaire ainsi qu'une amélioration substantielle du système de prêts et bourses. Le mouvement de grève s'est amplifié si rapidement et à un point tel que le gouvernement dut immédiatement faire des concessions, améliorant grandement le système de prêts et bourses.

**Hiver 1986** : Le gouvernement libéral menace de dégeeler les frais de scolarité, ce qui déclenche une nouvelle grève générale menée par l'ANEQ, la partie combattive du mouvement étudiant. La grève force le gouvernement à reculer sur la hausse. Le réseau des universités publiques renonce aussi à imposer des frais afférents pour les étudiant-e-s durant 2 ans. Cette grève mènera à leur perte les deux associations

étudiantes incarnant la tendance au lobbyisme dans le mouvement étudiant.

**1988** : Une grève est votée pour l'amélioration du régime d'aide financière. Un contexte défavorable et la situation de l'ANEQ — déchirée par les conflits internes et proche de la dissolution — n'aident pas. Elle se révélera être un échec.

**Avril et mars 1990** : Le gouvernement dégele les frais de scolarité. À la désorganisation du mouvement s'ajoute l'échec encore cuisant de 1988. Quelques grèves sont déclenchées, mais le mouvement ne se généralise pas. Certaines associations appellent à un boycott des frais de scolarité, mais seulement 1% des étudiant-e-s répondent à l'appel, rendant le stratagème inefficace.

**Automne 1996** : Le gouvernement veut augmenter les frais de 30%. Une grève générale est lancée et la frange combattive du mouvement étudiant reprend de l'ampleur. Les frais seront finalement gelés pour dix ans. La stratégie du lobbyisme est discréditée par cette grève, alors que la frange combattive continue de prendre de l'importance.

**Hiver 2005** : Finalement, le mouvement étudiant se mobilise lors de la plus importante grève générale de l'histoire du Québec contre les coupures dans le programme de prêts et bourses. Le mouve-

ment de grève est d'abord déclenché par l'ASSÉ, suivie par les Fédérations étudiantes, qui s'opposaient — et s'opposent toujours — explicitement à une stratégie combattive.

La grève dure huit semaines et se conclut par une victoire partielle. En effet, c'est la partie lobbyiste du mouvement, la FEUQ, qui négocie avec le gouvernement et fait des concessions alors que le mouvement est à son apogée. Toutefois, cette grève peut être considérée comme une victoire importante puisqu'elle a empêché le transfert de 103M\$ de bourses en prêts.

## « Est-ce qu'une grève générale illimitée a une chance de réussir l'année prochaine ? »

NOYONS honnêtes, une GGI est toujours un pari risqué. La seule garantie que nous avons, c'est que si nous baïssons les bras, si nous laissons d'autres décider de l'avenir de notre éducation, nous avons déjà perdu. Ceci dit, si nous faisons le choix politique de résister, de nous battre, la meilleure stratégie à adopter pour bloquer la hausse est sans aucun doute la grève générale illimitée.

Ce que nous pouvons conclure de ce survol historique, c'est qu'à chaque attaque portée à l'éducation, la grève générale fut la stratégie la plus à même d'effrayer suffisamment le gouvernement pour le faire changer d'avis. Jamais le gouvernement n'a reculé sur une importante décision lorsqu'il a fait face uniquement à des manifestations, des péti-tions ou des actions symboliques. Seul un mouvement fortement combatif aura pu obtenir une victoire politique totale.

Gagner ne sera pas facile, mais l'ampleur de la hausse est telle que

nous devons répliquer maintenant ou jamais. Rappelons-nous que c'est pour le Québec d'aujourd'hui et ce-lui des générations futures que nous faisons ce choix.

Expliquer aux générations futures pourquoi nous n'avons rien fait, alors que les conséquences de la hausse étaient claires, sera certainement beaucoup plus pénible que de prendre le risque d'utiliser maintenant notre meilleur atout.